

Demain **la Décroissance**

*Le Journal qui annonce la fin du monde
de la croissance*

Mensuel 2 euros

demainladecroissance.com

Numéro 4 - Oct 2013



*Une nouvelle "science" au service
d'un nouveau capitalisme*

Sommaire

Edito : Pour un abandon de l'argument « réchauffement climatique » dans le discours décroissant	3
Video : Le péché d'orgueil (4)	8
Richesses & Ressources naturelles	9
Tout est relatif, même l'homme	9
Chroniques de l'an 2100, en l'ère techno-artisanale	12
L'émergence d'une nouvelle doctrine politique dans les pays « riches/pauvres »	12
Les associations antinucléaires, instrumentalisées par les pétroliers ?	14
Les chemins de la résilience	20
Les conséquences politiques de la décroissance industrielle	20
Les chimères énergétiques	22
L'écolo- nucléaire	22
Débat des lecteurs	24

Pour écrire au journal (courrier/débat des lecteurs) : cliquer [ici](#)

Edito : Pour un abandon de l'argument « réchauffement climatique » dans le discours décroissant

Les partisans de la décroissance volontaire basent l'essentiel de leur argumentation sur l'idée que la société capitaliste croissante crée les conditions d'un dérèglement climatique fatal à l'espèce humaine, voire même à la planète (rien que ça !). Cette idée étant convertie en certitude incontestable grâce au consensus statutaire d'une poignée d'experts (831 très exactement) membres du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) organisme onusien créé en 1998 mais réellement mis sur orbite en 1991 par Margaret Thatcher et Ronald Reagan dans le but de contrôler la climato-information au niveau mondial, au détriment de toute autre source. A l'heure où le GIEC vient de publier son dernier rapport et où les commentateurs patentés de la société de l'information traduisent le sybillinisme de ses conclusions en fonction du message intelligible qu'ils souhaitent faire passer, la question se pose de savoir si l'affaire du réchauffement climatique est aussi claire qu'on veut bien nous le dire. Dans l'esprit commun, la certitude du réchauffement climatique est en effet un absolu synonyme écologique de catastrophe naturelle et un total synonyme politique de culpabilité du capitalisme. Mais la question n'est pas si simple, elle est même triple :

1. Y a t'il un réchauffement oui ou non ?
2. S'il y a un réchauffement est il dû à l'activité industrielle humaine ou est il le résultat tout simplement d'un cycle naturel ?
3. S'il y a un réchauffement, est t'il néfaste pour l'homme ?

La *certitude réchauffiste* emporte une réponse positive à ces trois questions, car si l'une seule de ces trois questions livrait une réponse négative, l'équation *réchauffement = culpabilité du capitalisme* s'écroulerait d'elle même. En effet :

1. S'il s'avérait que le réchauffement n'existe pas, où comme certaines informations récentes semblent nous porter à le croire, un refroidissement soit près de s'installer, le capitalisme serait alors absous des péchés qu'on lui prête... Ennuyeux !
2. S'il s'avérait que le réchauffement existe mais qu'il est dû à un cycle naturel, le capitalisme serait également dédouané de toute responsabilité...Gênant !
3. S'il s'avérait que le réchauffement existe bel et bien mais qu'il reste modéré, celui-ci pourrait très bien être considéré comme une aubaine pour l'homme et pour la fertilité agricole de certaines régions dont le développement végétal est freiné par les rigueurs du climat. Dans ce cas, le capitalisme serait alors facteur favorisant.... Inimaginable !

En réalité, rien n'est certain dans cette affaire, et la propagande médiatique visant à en faire une certitude absolue, vouant même ses contempteurs à l'accusation infamante de *négationnisme* devient de plus en plus scandaleuse. Pour tenter d'y voir plus clair, faisons un peu d'histoire :

1991 - Implosion de l'Union Soviétique. Le capitalisme n'a plus d'adversaire politique ni de rival économique. Le libre échange devient le mode commercial unique et la croissance

la pensée sociale unique. Seul subsiste un foyer de contestation issu des idées de mai 68, qui rejette le principe de la société de consommation en se fondant sur deux idéaux : *l'agriculture biologique et l'anti-nucléaire.*

Peu de temps auparavant (1988), est créé le Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) sur initiative de l'ONU et pour répondre aux incitations d'une science naissante dérivée de la météorologie la « climatologie ». Fondé par le météorologiste suédois *Bert Bolin* et le canadien *Maurice Strong* (aujourd'hui caché en Chine suite à son implication dans le scandale du détournement de fonds du programme *Oil for Food*), son objectif se définit rapidement par le souci d'efficacité médiatique et peut être résumé par cette phrase tiré de l'ouvrage de ce même Bolin, « *A history of Science and Politis of Climate change (Cambridge University Presse 2007)* » : « *Nous devons trouver entre nous (..les scientifiques du Giec) un terrain d'entente, un point commun, et au final, parler d'une seule voix. C'est la condition nécessaire si nous voulons avoir un impact sur le monde politique* ». Le ton est donc clairement donné, c'est l'obligation du consensus, pas de voix discordantes, ni d'opinions controversées, avec pour but, un impact médiatique affirmé.

Le premier rapport du GIEC paraît en 1991 et trouve deux relais de poids en les personnes de *Margaret Thatcher* et *Al Gore*, respectivement premier ministre de la grande Bretagne et candidat à la vice-présidence des USA, toutes deux jugeant que les prévisions alarmistes du GIEC pouvaient être exploitées positivement par le système et ceci de deux façons complémentaires

Premier objectif : Récupérer l'agitation écologiste.

L'alarmisme sur le climat qui se révèle rencontrer un formidable écho dans le grand public, toujours sensible aux thèmes eschatologiques depuis l'Antiquité, va pouvoir reléguer ainsi au second rang l'anti-nucléaire et l'agriculture biologique. L'écologie, science étudiant les rapports entre les êtres vivants et leur environnement, va alors se transformer en mouvement politique intégré au système, « *l'écologisme* », et œuvrer au service de la pensée unique capitaliste mondiale pour tenter d'évacuer les deux thèmes de l'antinucléaire et de l'agriculture biologique au profit du thème dominant du réchauffement climatique. C'est ainsi que « *être écologiste* » devient synonyme de « *être convaincu du réchauffement climatique* », et ceci avec deux conséquences :

1. Pour le nucléaire : l'industrie du nucléaire n'étant pas émettrice de CO₂, elle devient donc recevable d'un point de vue écologique et les partis écologistes se mettent à accepter le nucléaire avec, en France des leaders comme N. Hulot et son éminence grise, JM Jancovici, écolonucléaristes convaincus. L'accident de Fukushima n'est qu'un « *détail* » de l'histoire qui a contraint momentanément les écologistes à marquer une pause dans leur nucléarisation (pour cause d'opinion publique perturbée), mais il est certain que d'ici quelques années lorsque l'oubli médiatique aura fait son effet, ceux-ci reprendront les rênes et le nucléaire pourra reprendre sa marche en avant avec la bénédiction de tous les partis écologistes

2. Pour l'agriculture biologique : la contestation de l'agriculture industrielle est une épine de taille dans le pied capitaliste, mais le réchauffement climatique vient au secours de ce dernier en minimisant ce problème par rapport à l'autre. Ainsi les dégâts putatifs attribués à l'agriculture intensive paraissent peu de chose par rapport aux cataclysmes certains

engendrés par le réchauffement. En conséquence, les écologistes cessent pratiquement de s'intéresser à la question et évacuent le problème en catimini. Dans le projet EELV pompeusement dénommé « *Vers une société écologiste* » 80 lignes (ligne 410 à 490) à peine sur 3200 (soit 2,5%) sont consacrées à l'agriculture, et le problème est globalement réglé par l'aval donné au *label AB*, certification notoirement « bidon », puisqu'il accepte une liste de plus de 1.000 intrants, alors que, par comparaison, les labels Lemaire-Boucher ou Nature & Progrès de 1970 n'en autorisaient qu'une dizaine.

Le premier objectif est donc atteint : l'agriculture biologique est canalisée dans le label AB et l'anti-nucléaire bientôt réduit dès que Fukushima sera oublié.... Reste le deuxième !

Deuxième objectif : rentabiliser la lutte contre le carbone, sans entraver l'industrialisation.

Le capitalisme adore les systèmes « gagnant/gagnant » et le business carbone en est un. Quelle est donc la situation ? Nos usines produisent du CO² qui réchauffe l'atmosphère ? C'est une aubaine, nous allons régler cela, et accroître nos revenus par la même occasion. Avec quel business plan ? C'est facile, écoutez bien :

Nous allons instituer une taxe carbone que payeront les consommateurs de produits fossiles, c'est à dire les automobilistes, camionneurs, etc...Ceci, bien sûr, ne fera pas diminuer d'un litre le pétrole consommé car nous calculerons la taxe de façon à ce qu'elle ne soit pas dissuasive, juste un petit peu plus à payer, comme pour les cigarettes. Les gens râleront mais ils paieront !

Avec cet argent, plus un peu d'autre pris au contribuable ici et là, nous subventionneront des études « *d'impact carbone* » dans les usines. C'est à dire que des sociétés de conseils, adouées par nous, vendront très cher des audits carbone à des industries qui seront obligées par la loi de les faire réaliser, mais à qui elles ne coûteront rien puisque qu'un organisme étatique leur remboursera intégralement leur coût. Cet organisme pourrait s'appeler, par exemple ADEME, et cette société de conseil pourrait s'appeler par exemple Carbone 4 (Jancovici). Vous suivez?

En résumé cela donne : j'usine, je produit du CO², mes copains me vendent des audits carbone, cela ne me coûte rien, c'est le contribuable qui paie, mes copains se remplissent les poches et moi je continue à usiner. *Vous conviendrez que si, en plus, le carbone ne réchauffe pas l'atmosphère, le scandale est encore plus grand ! Non ?*

Mais il y a une suite : l'audit n'est qu'une première étape. Une fois le ppm carbone évalué, que fait-on ? On stoppe l'usine ? Pas du tout, la réponse des écolo capitalistes s'appelle « *séquestration* ». Donc, il n'est absolument pas question d'arrêter de brûler du pétrole, ou du charbon (d'autant que celui-ci va remplacer le pétrole d'ici 10 ans), mais de construire des tuyaux qui capteront le gaz indésirable à la sortie de la cheminée d'évacuation et de l'enfouir bien profond dans le sous sol pour l'y confiner. Tous ces travaux seront bien entendu réalisés aux frais du contribuable, via un organisme subventionneur, tout en enrichissant au passage les sociétés capitalistes de fabrication de dispositifs de séquestration. *Vous conviendrez que si, en plus, le carbone ne réchauffe pas l'atmosphère, le scandale est encore plus grand ! Non ?*

Et il y a encore autre chose : *le négoce des certificats d'émission carbone*. Sans entrer dans le détail de ce dispositif à géométrie variable et différentielle selon les pays, et dont on trouve une très bonne analyse dans cet article : <http://www.agoravox.fr/actualites/environnement/article/al-gore-ou-comment-faire-du-fric-67611> , il faut retenir son principe simplifié : celui qui produit moins de CO2 que la norme peut vendre à celui qui produit plus de CO2 que la norme, un « *droit produire du CO2* ». A partir de ce principe des bourses d'échanges sont créées (dont la première le fut à Chicago en 2003 par Al Gore et le sulfureux Maurice Strong, encore eux !) et les « *bons carbone* » sont alors négociés comme sur le Nasdaq, avec de sympathiques bénéfices pour les traders et autres conseils en placement. Un bon marché juteux pour les financiers ! *Vous conviendrez que si, en plus, le carbone ne réchauffe pas l'atmosphère, le scandale est encore plus grand ! Non ?*

Pour terminer ce panorama édifiant, refaisons un petit détour par l'agriculture biologique en indiquant que le réchauffisme conforte encore l'option industrielle de l'élevage dans la mesure où les tenants de cette théorie mettent en cause le dégagement de méthane (autre gaz à effet de serre) émis par les flatulences et les bouses de bovins comme participant au phénomène. Or l'élevage de plein air est un des piliers de l'agriculture traditionnelle dans le cadre d'un système polyculture élevage qui restitue au sol la matière organique dont il a besoin par le pâturage. Il devient dès lors tout à fait justifiable pour les éleveur industriels, de parquer leurs immenses troupeaux dans des locaux hermétiques dont les dégagements en méthane pourront être canalisés et séquestrés dans les profondeurs de l'écorce terrestre, tout cela bien sûr aux frais du contribuable, et pour le plus grand lucre des entreprises capitalistes de tuyauteries et de connivence.

En conclusion, il convient de démystifier l'idée préconçue selon laquelle les contestataires des théories du GIEC, ou si l'on préfère les agnostiques du réchauffement, sont par définition des partisans du capitalisme, du productivisme et de la société de consommation. A l'heure où le GIEC vient de publier son dernier rapport, admettant une certaine pause dans le réchauffement mais certifiant néanmoins que ce dernier va reprendre de plus belle jusqu'en 2100, notre exposé montre encore plus clairement que cette gigantesque escroquerie intellectuelle a été montée pour servir les intérêts du capitalisme en particulier et non pas ceux de l'humanité en général. N'oublions pas que les milliards qui ont été distribués par les différents Etats pour alimenter ce business carbone, ne sont pas perdus pour tout le monde, même s'ils le sont probablement pour le climat qui, depuis 4,5 milliards d'années que la Terre existe, ne fait que changer en chaud et froid sans nous en demander l'autorisation.

Le plus cocasse dans cette affaire est que les décroissants ne se rendent même pas compte de la manipulation dont il sont l'objet. En s'appuyant sur la thèse du réchauffement climatique, ils s'engouffrent tout droit dans le leurre créé de toutes pièces par le capitalisme croissant pour qu'ils viennent s'y perdre corps et biens. Certains d'entre eux, pressentant confusément le risque de cette stratégie, ne parlent plus maintenant que de « dérèglement » dans une tentative dérisoire de distanciation avec le credo unique, mais cette gesticulation rectificative ne fait que les renvoyer vers le vieil adage populaire qui dit que le « progrès détraque le temps » et, de ce fait, affaiblit la crédibilité de leur discours. Pour contester la croissance, les volontaristes devront par conséquent s'appuyer sur d'autres arguments, car celui-ci pourrait bientôt se retourner contre eux. Certes, ils n'en

manquent pas, mais peu sont du calibre de l'inquiétude climatique et aussi fédérateur que la peur de l'engloutissement sous les eaux.

- *Christian Laurut* -

[Retour au sommaire](#)

Video : Le péché d'orgueil (4)

Afin de créer, pense t'il, une dramaturgie plus en rapport avec sa grandeur, l'homme feint d'ignorer l'essentiel pour battre sa coulpe sur des points de détails plus spectaculaires, à savoir ses maigres atteintes à l'environnement, et détourne une science neutre, l'écologie, étudiant l'inter-action des êtres vivants avec le milieu qui les entoure, en une doctrine spiritualo-politique, l'écologisme, qui milite pour la mise en place d'actions visant à réduire les effets induits de cette même inter-action.



Pour télécharger cette video, [cliquez ici](#)

[Retour au sommaire](#)

Richesses & Ressources naturelles

Tout est relatif, même l'homme

Aujourd'hui beaucoup d'entre nous sont persuadés que l'homme industriel est le plus grand génie de l'univers et qu'aucun obstacle ne pourra raisonnablement s'opposer à sa pérennité. C'est le cas notamment des ultras-libéraux qui considèrent que la notion de richesse naturelle est fallacieuse et que la véritable richesse est celle créée par l'échange, celle-ci étant sans limite pour peu qu'on lui laisse une liberté totale s'exprimer dans tous les domaines. Sans vouloir contredire cette thèse, ce qui n'est pas l'objet de cet article, il m'apparaît nécessaire de replacer l'homme en tant qu'espèce animale dans son contexte terrestre. Un peu d'humilité s'impose :

Les temps relatifs :

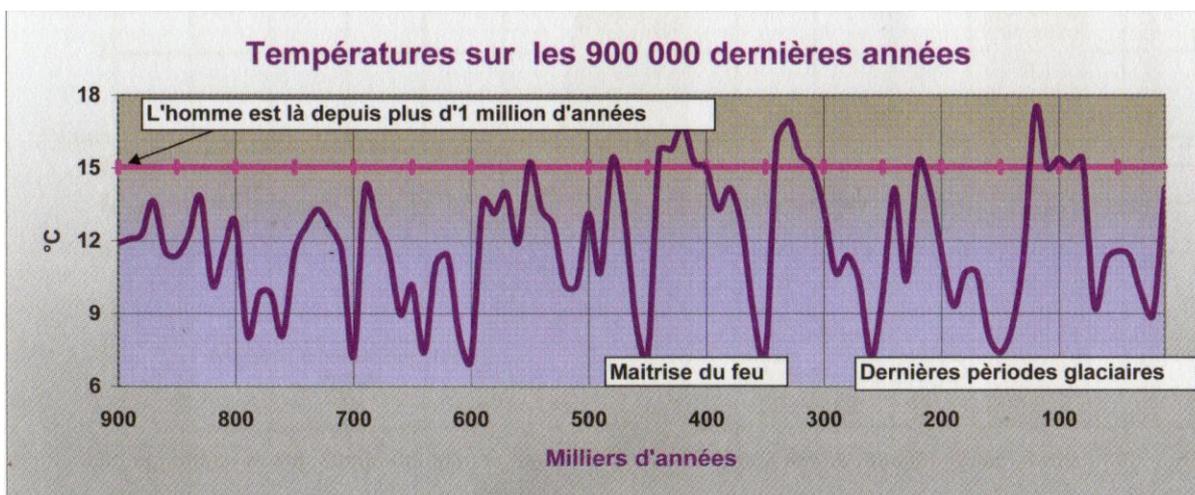
- Formation de la terre : il y a 5 milliards d'années
- Apparition de la vie sur Terre : il y a 3,8 milliards d'années
- Evolution du singe vers l'homme : il y a 2,5 millions d'années
- Age des métaux : il y a 5.000 ans
- Ere industrielle : il y a 300 ans

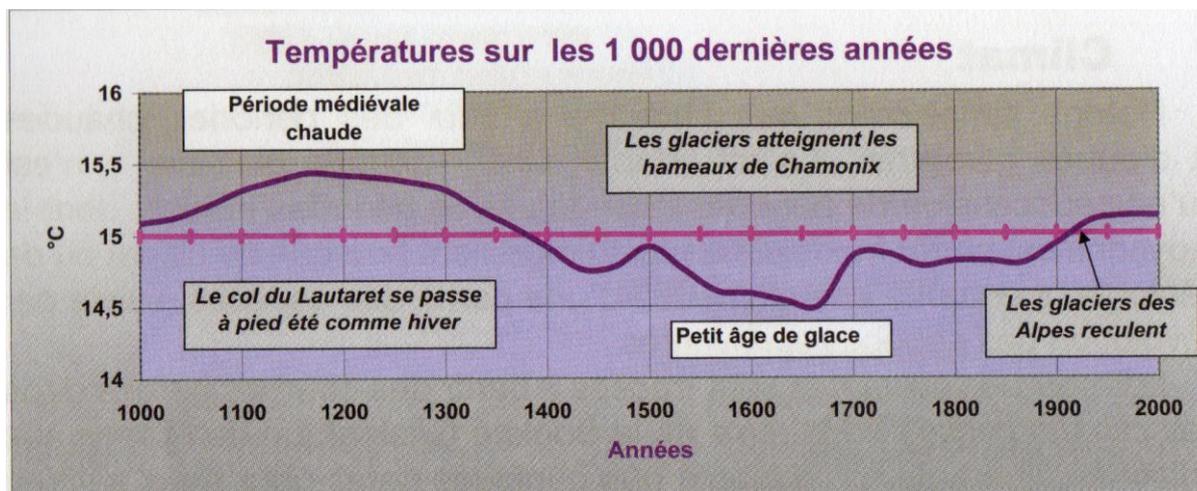
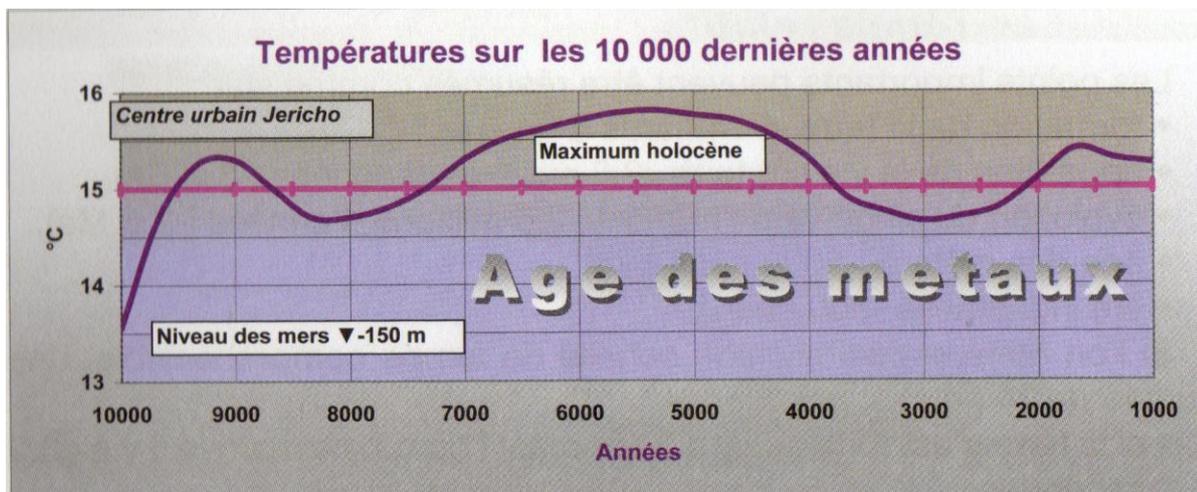
Si l'on ramène tout ceci sur une échelle de temps compréhensible, une journée de 24 heures par exemple, cela donne :

- Si la terre s'est formée il y a 24 heures, l'homme est arrivé il y a 43 secondes
- Si l'homme est arrivé il y a 24 heures, l'âge des métaux a débuté il y a moins de 3 minutes, et l'ère industrielle il y a 10 secondes

Le climat :

Notons simplement que l'homme a subi des périodes chaudes et d'autres glaciaires, à chaque fois il s'est adapté. Une « période glaciaire » n'est qu'une succession de périodes chaudes et de périodes froides, dont la moyenne est plutôt froide. Chaque changement brusque de climat ou de géologie a entraîné une extinction d'une partie des espèces, suivie par l'évolution des espèces survivantes.





Ces courbes sont tracées à partir des courbes parues dans *Les climats passés de la Terre* de la société Géologique de France, aux éditions Vuibert. Je n'y ai ajouté que quelques notes pour aider à situer l'homme à travers ces variations.

La démographie :

L'homme est passé d'une population de moins de 1 millions d'âmes en -65.000 pour atteindre 7 milliards en 2013. Les périodes de fluctuation du nombre des hommes sur une période donnée sont fonction des aléas climatiques, et par voie de conséquences des ressources naturelles disponibles. Indépendamment des ces variations régulières de longues durée, il y a eu trois périodes de forte croissance :

- Paléolithique supérieur (année -35.000) : nombre des hommes multiplié par 10 en 2000 ans passant de 600.000 à 6 millions
- Néolithique et Age des métaux (année -5.000) : nombre des hommes multiplié par 400 en 7.000 ans passant de 6 millions à 2,5 milliards (1950)
- Révolution industrielle (en cours depuis année 1950) : nombre des hommes multiplié par 3 en 60 ans passant de 2,5 à 7 milliards

Pour le paléolithique supérieur, il ne semble pas qu'il y ait de relation avec le climat. L'évolution du nombre des hommes semble plutôt due à l'arrivée de Sapiens (Cro-Magnon) qui supplanta Neandertal.

Pour le néolithique, il y a corrélation entre le maximum holocène et le développement technologique. C'est sans doute un ensemble de conditions réunies à un moment donné, dont un climat clément, qui ont favorisé le développement technologique. L'amélioration des conditions de vie et la capacité à produire de la nourriture qui s'en sont suivies, ont bien sûr fait reculer la mortalité infantile, ce qui induisit une croissance démographique.

La sédentarisation :

La période de l'ère moderne concerne les 10.000 dernières années, après la révolution du néolithique. L'homme reproduit la nature en cultivant des graines, domestique les animaux et s'arrête de marcher, il s'installe. Il va désormais consacrer plus de temps qu'auparavant pour subvenir à ses besoins qui ne vont cesser de grandir. Les querelles antérieures vont devenir des guerres, notamment avec l'apparition des armes métalliques. Le début de la Civilisation, lié à la sédentarisation est aussi le début des problèmes.

La Métallurgie :

C'est un point important dans l'analyse menée ici. Si l'homme en était resté aux outils de pierre, nous ne serions encore que quelques tribus vivant autour des cours d'eau. C'est la découverte des métaux qui a permis de passer des outils en pierre et bois à des outils métalliques beaucoup plus efficaces. Il y a trois étapes dans l'histoire de la métallurgie :

- Le cuivre, que l'on trouve à l'état naturel, puis l'étain qui, mélangé au cuivre donne le bronze,
- Le fer que l'on ne trouve dans la nature que sous forme d'oxydes, que l'on réduit avec le carbone du charbon de bois pour extraire l'oxygène
- L'acier, réduction des oxydes de fer à l'aide du coke

Chaque étape fut un progrès dans le façonnage des outils, la dernière permit de fabriquer des machines pour manier l'outil à la place de l'homme. C'est la base de la civilisation industrielle. Le revers de la médaille fut la fabrication d'armes de plus en plus perfectionnées et le début de bien des égarements tels la croissance, l'économisme, la volonté de maîtriser la nature et l'auto-vénération de l'intelligence humaine.

- *Georges Turlin* -

[Retour au sommaire](#)

Chroniques de l'an 2100, en l'ère techno-artisanale

L'émergence d'une nouvelle doctrine politique dans les pays « riches/pauvres »

Les pays riches en PIB, mais pauvres en ressources fossiles, dont notamment l'Europe de l'Ouest et le Japon, furent couramment dénommés « riches/pauvres », ce terme pointant ainsi le problème de la pérennité de leur développement comparativement à la faiblesse de leur potentiel énergétique. Le souci principal de leurs gouvernements devenait alors le maintien du prix des carburants à un niveau acceptable pour la population, car si le principe du rationnement finissait par être admis comme une réalité incontournable, celui d'une augmentation des prix renchérissant les transports et les déplacements fut fermement refusé.

Dès lors, dans un souci de paix sociale garante de la stabilité du système en place, et afin de contrer les accusations sous jacentes d'imprévoyance, les gouvernements furent amenés, comme les partisans de la détaxe l'avait auparavant pronostiqué, à diminuer puis à supprimer totalement les taxes sur les produits fossiles. Ces mesures s'avérèrent toutefois insuffisantes, au delà d'un certain temps, pour maintenir les prix à un niveau raisonnable, c'est ainsi que les états en vinrent assez rapidement à subventionner les importations, c'est à dire à prendre en charge les coûts de transports, de stockage, de raffinage et de distribution conduisant ainsi naturellement à une nationalisation de tout le circuit de post-production.

Les matières fossiles (pétrole, gaz, charbon) furent de la sorte décrétées « service public », les états supportant financièrement l'ensemble des coûts depuis l'achat de l'équivalent-baril jusqu'aux frais de livraison client (pompe, bouteille de gaz, bougnat, etc...). Ayant la maîtrise complète du circuit, les états devinrent en mesure d'établir eux mêmes des prix « politiquement corrects », évitant ainsi l'accroissement trop rapide du mécontentement et s'achetant ainsi une conscience sociale dans un domaine où la suspicion du grand public restait très vive. En effet, dans ce contexte de rationnement résultant de l'insuffisance de la production, les masses restaient encore persuadées, avec raison, que la seule voie pour éviter les sur-profits capitalistes et l'enrichissement spéculatif des professionnels de la filière devait nécessairement passer par une nationalisation de l'ensemble du circuit de l'énergie fossile.

L'adoption par les états « riches/pauvres » du système la détaxe sous la pression de leurs opinions publiques, ouvrit de fait une brèche sans précédent dans le dispositif capitaliste. C'est ainsi que l'Europe de l'Ouest et le Japon se retrouvèrent entraînés dans un processus spontané de décapitalisation de l'énergie. En effet cette évolution radicale ne fut guidée par aucune doctrine révolutionnaire apparente, ni activisme déclaré mais amenée implacablement par une volonté populaire proche du concept de « spontanéité des masses » chère aux anarchistes.

De fait cette « nationalisation » de l'énergie, qui en préfigurera d'autres dans divers secteurs de l'économie, ne ressemblait en rien à une collectivisation de type communiste, car, dans ce cas de figure, l'Etat n'y obtenait aucun renforcement de pouvoir, mais jouait simplement un rôle d'« outil » au service du peuple. Cette conception nouvelle, bien que non formulée, rejoignait de fait celle d'un mouvement apparu au début des années 2010, le

« Mouvement de l'Individu Responsable » (MIR), qui restait alors confidentiel et purement intellectuel faute de volonté politique suffisante de la part de ses membres. La conception d'un état totalement « au service » de la population, investi d'un rôle purement gestionnaire de certains domaines économiques dans l'unique but de fournir au citoyen le meilleur rapport qualité/prix et laissant à ce dernier une liberté d'action sans précédent, était déjà détaillée dans un Manifeste paru début 2011.

C'est ainsi que certains courants informels issus de la lutte pour la détaxe, nombre de reliquats écologistes ou décroissants, une bonne partie des trotskistes en proie au doute dialectique, ainsi qu'un contingent substantiel d'anarchistes de droite comme de gauche commencèrent à se rapprocher de ce Mouvement qui, peu à peu, prit sa place sur un échiquier politique en pleine restructuration.

- *Christian Laurut* -

[Retour au sommaire](#)

Les associations antinucléaires, instrumentalisées par les pétroliers ?

La catastrophe nucléaire de Fukushima, nous rappelle que le nucléaire est dangereux non seulement pour les populations, mais aussi pour les transnationales du pétrole. Depuis les années 1970, elles ont donc tenté d'instrumentaliser certaines associations écologistes anti-nucléaires, pour servir leurs intérêts de producteur de pétrole.

Quelle est la stratégie des pétroliers liée au rapport « halte à la croissance » ?

Le Rapport Meadows, avait été commandé à Donella et Dennis Meadows, chercheurs au MIT, par le Club de Rome, en 1970 et a été publié, en 1972, en anglais, sous le titre *The Limits To Growth* (Les limites à la croissance). Puis, il fut édité, en français, par Fayard en 1973, sous l'intitulé « Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance ». Ce livre pointait les dangers d'une croissance démographique et économique, face à la limitation des ressources non renouvelables.

La création, à Rome, du Club de Rome, le 8 avril 1968, fut piloté par l'Italien Aurelio Peccei, membre du conseil d'administration de l'entreprise transnationale Fiat et par Alexander King, un ancien directeur scientifique de l'OCDE, dont les orientations politiques sont ouvertement libérales. Cet appel a été émis par les élites mondiales les plus puissantes, des industriels (Fiat) et des pétroliers (Atlantic Oil de Richfield d'Anderson, Exxon et Mobil Oil des Rockefeller, Petro-Canada de Maurice Strong), des think-tanks néolibéraux (tel l'Institut Aspen), l'Institut international pour l'Environnement et le Développement de l'ONU et Mac Namara qui était membre de ce dernier mais aussi directeur de la Banque Mondiale de 1968 à 1981.

Le rapport « sur les limites à la croissance », par le Club de Rome, a été commandé et financé, par certains des industriels les plus puissants mondialement et s'ils ont autorisé sa publication, ce ne pouvait difficilement être contre leurs intérêts. Deux hypothèses peuvent expliquer le fait que le club de Rome ait commandité ce rapport :

Soit, ces industriels craignaient pour les possibilités de la croissance industrielle de leurs entreprises, du fait de la limite de la planète et ils cherchaient donc à en savoir plus. Une fois, le rapport publié, celui-ci leur aurait échappé et ils n'auraient pas réussi à s'opposer à sa publication. Ce qui paraît étrange, lorsqu'on est le commanditaire et que l'on songe au nombre de rapports classés au secret dans un tiroir, lorsqu'ils dérangent les intérêts des commanditaires.

Soit, ces industriels avaient conscience que leur croissance industrielle et donc leur pouvoir économique seraient progressivement limités, face à la raréfaction des ressources non renouvelables, telles que le pétrole ou les métaux. Mais, quel était alors leur intérêt de proposer un rapport qui allait rapidement entraîner une montée des mouvements écologistes, contre leur développement l'industriel notamment ? La publication de cette étude relèverait, dans ce cas, d'une stratégie de retournement, visant essentiellement à instiller l'idée, dans l'opinion publique et auprès des gouvernements, que l'humanité devait commencer à décroître pour pouvoir vivre correctement plus longtemps et éviter certaines catastrophes écologiques, économiques, démographiques... Mais, étant donné

qu'ils n'avaient aucun intérêt, à limiter la croissance économique de leurs entreprises, leur stratégie visait donc plutôt à limiter la croissance des masses, donc des plus pauvres et des classes moyennes, afin qu'eux puissent continuer à croître. C'est-à-dire, à pouvoir utiliser et produire, en destination d'une minorité de privilégiés, des véhicules consommant du pétrole, comme des avions, des automobiles, à développer des moyens technologiques, de plus en plus cher et sophistiqués, réservés à une minorité, comme la technologie de pointe au plan militaire, informatique, médicale...L'augmentation des prix permettant aux seules élites économiques de consommer. C'est d'ailleurs ce qui se passe actuellement, puisque si vous disposez d'un patrimoine de 375065 euros, vous figurez parmi les 1% les plus riches de la planète. A la pointe extrême du sommet des 1% les plus riches se situent les élites économiques dont certains sont membres du Club de Rome. En bas de la pyramide, le BIT estimait que les 23% de la population des pays à bas salaire était obligée de survivre avec 1 dollar par jour.

Dans cette seconde hypothèse, cet appel « halte à la croissance » était surtout destinée à limiter la consommation des masses, afin que les plus riches puissent continuer à produire et consommer plus longtemps. Il s'agit de l'idéologie de la décroissance néolibérale, voire d'extrême droite. Cette idéologie pourrait même être renforcée, par la création de quotas de consommation par individu, concernant les ressources devenues rares (pétrole, énergie, métaux, uranium, transports...). La politique des quotas, comme celle des « tickets de rationnement », peut offrir plus d'égalité pour les plus pauvres, que les systèmes de taxes (écologiques), ne pénalisant pas trop les plus riches qui peuvent continuer à consommer, en payant sans trop de difficultés. Cependant, les politiques de quotas peuvent, elles aussi, être détournées, lorsque les plus riches continuent à consommer, en rachetant, sur des marchés noirs ou des marchés officiels, les quotas attribués par individu ou les droits à polluer, à consommer...

La stratégie « halte à la croissance » visait aussi à concurrencer l'industrie nucléaire par l'industrie pétrolière. William Engdahl approfondit cette question où il présente l'essor du programme écologiste anglo-américain, dans cet extrait de son livre « Pétrole une guerre d'un siècle, l'ordre mondial anglo-américain ». « Ce ne fut pas un hasard si, à la suite de la récession consécutive au choc pétrolier de 1974-1975, une part grandissante de la population d'Europe de l'Ouest, spécialement en Allemagne, commença à parler, pour la première fois depuis la guerre, des « limites de la croissance », des menaces sur l'environnement, et entreprit de mettre en question la croissance industrielle et le progrès technologique. Très peu furent ceux qui réalisèrent, à quel point, leurs nouvelles 'convictions' avaient été soigneusement manipulées, au plus haut niveau, par un réseau organisé par les milieux financiers et industriels anglo-américains, à l'origine de la stratégie pétrolière de Saltsjöbaden. Au début de 1970, une impressionnante offensive fut déclenchée par un certain nombre de 'think thanks' et de journaux, pour populariser un programme visant à 'limiter la croissance', afin d'assurer le 'succès' de la spectaculaire stratégie du choc pétrolier. Robert O. Anderson, un industriel américain du pétrole, présent à la réunion de Saltsjöbaden de mai 1973, fut une figure centrale de la mise en oeuvre du programme écologiste anglo-américain qui fut l'une des escroqueries les plus réussies de l'histoire. Par l'intermédiaire de la Fondation Atlantic Richfield, Anderson et sa compagnie Atlantic Richfield Oil financèrent, à hauteur de plusieurs millions de dollars, des organisations pour contester l'énergie nucléaire. L'un des premiers bénéficiaires des largesses d'Anderson fut « les Amis de la Terre », un groupe qui fut doté à l'époque de 200 000 dollars. L'une de ses premières actions fut d'attaquer l'industrie nucléaire allemande,

par des actions telles que les manifestations anti-Brockdorf en 1976, dirigées par Holger Strohm, le leader des Amis de la Terre. Brice Lalonde, directeur des Amis de la Terre en France et futur ministre de l'Environnement de François Mitterrand, en 1989, était, à l'époque, le partenaire parisien de Coudert Frères, cabinet juridique allié à la famille Rockefeller. Ce sont les Amis de la Terre, qui furent utilisés, pour bloquer un important accord d'approvisionnement nippon-australien, en uranium. En novembre 1974, le Premier ministre japonais Tanaka rencontra le Premier ministre australien Gough Whitlam à Canberra où ils conclurent un accord d'un montant de plusieurs milliards de dollars, aux termes desquels l'Australie devait approvisionner le Japon en minerais d'uranium et participer à un projet commun pour développer la technologie d'enrichissement de l'uranium. Les Amis de la Terre, en Australie, mobilisèrent l'opposition contre l'accord japonais en cours d'agrément, ce qui quelques mois plus tard provoqua la chute du gouvernement Whitlam. Les Amis de la Terre avaient des 'amis' très hauts placés à Londres et à Washington. Mais, c'est surtout grâce à l'Institut Aspen, que Robert O. Anderson présidait, qui diffusa la nouvelle idéologie des « limites de la croissance » dans les milieux dirigeants européens et américains. Dans les années soixante-dix, cet institut fut l'une des principales sources de l'establishment pour financer les campagnes antinucléaires. Thornton Bradshaw, président d'Atlantic Richfield, en était le vice-président. Parmi les administrateurs de l'Institut Aspen, les plus connus figuraient Robert Mac Namara, président de la Banque mondiale, qui pilota également la guerre du Vietnam ; d'autres administrateurs soigneusement sélectionnés, parmi lesquels on compte (...) le banquier de Wall Street Russel Peterson, de la Lehman Brothers Kuhn Loeb Inc. ; mais aussi Jack G. Clarke, membre du conseil d'administration d'Exxon ; Jerry Mac Afee de la Gulf Oil et George C. Mac Ghee, directeur de Mobil Oil, ancien officiel du département d'État présent en 1954 lors de la rencontre fondatrice du groupe de Bilderberg. Parmi les initiateurs de l'Institut Aspen, on trouve également la comtesse Marion Doenhoff, éditrice hambourgeoise de Die Zeit et John J. Mac Cloy, ex-président de la Chase Manhattan Bank, qui fut Haut commissaire de l'Allemagne d'après-guerre. Robert O. Anderson recruta Joseph Slater, issu de la Fondation Ford de McGeorge Bundy, pour présider l'Institut Aspen. Au début des années soixante-dix, ils constituaient une véritable famille unie, au sein de l'establishment anglo-américain. Le premier projet, lancé par Slater à Aspen, fut la préparation d'une offensive internationale contre la croissance industrielle et spécialement, contre l'énergie nucléaire, sous les auspices (et avec les fonds) des Nations unies. Slater s'assura le soutien de l'ambassadeur de Suède à l'ONU, Sverker Aastrom, qui, face aux objections des PVD, proposa d'organiser une conférence internationale sur l'environnement, dans le cadre de l'ONU. Cette conférence sur l'environnement, de juin 1972, à Stockholm, fut dès le départ, dirigée par des membres de l'Institut Aspen. Ce fut Maurice Strong, pétrolier canadien de Petro-Canada et membre du Conseil d'administration d'Aspen qui la présida. Aspen fournit également les fonds, pour la création de l'Institut international pour l'Environnement et le Développement, un réseau international dédié à la 'croissance zéro' sous les auspices de l'ONU, dont le Conseil d'administration comprenait Robert O. Anderson, Robert Mac Namara, Strong et Roy Jenkins, du parti travailliste anglais. La nouvelle organisation publia immédiatement un ouvrage intitulé : « seulement une Terre » rédigé par René Dubos, associé à l'université Rockefeller et à Barbara Ward (lady Jackson), une malthusienne britannique. Les chambres de commerce internationales furent dès lors incitées à financer Maurice Strong et d'autres personnalités d'Aspen pour animer des séminaires, destinés à gagner des hommes d'affaires de stature internationale, à la nouvelle idéologie environnementaliste. La

conférence de Stockholm de 1972 créa une infrastructure organisationnelle et publicitaire d'une importance telle, qu'en 1973-1974, au moment du choc pétrolier de Kissinger, une propagande antinucléaire massive put être lancée avec des millions de dollars, mis à disposition par les réseaux pétroliers de l'Atlantic Richfield Company, du Rockefeller Brothers Fund et d'autres milieux de l'establishment anglo-américain. Parmi les groupes financés par ces personnalités figuraient, à l'époque, des organisations telle l'ultra-élitiste *World Wildlife Fund*, alors présidé par le Prince Bernhard des Pays-Bas, membre du Bilderberg, puis par John Loudon, de la Royal Dutch Shell (...). Afin de donner toutes ses chances à la croissance zéro, Robert O. Anderson finança également un projet lancé par la famille Rockefeller dans leur propriété de Bellagio en Italie, avec l'aide d'Aurelio Peccei et d'Alexander King. En 1972, le Club de Rome, auquel des associations américaines s'étaient affiliées, fit une large publicité aux « Limites de la croissance » (...). L'Allemagne fut l'une des cibles privilégiées de cette nouvelle offensive antinucléaire anglo-américaine. Bien que le programme nucléaire français ait été autant, voire plus ambitieux, la présence anglo-américaine, dans l'Allemagne d'après-guerre, la fit considérer comme une zone où la situation des services secrets permettait les meilleures chances de succès » [3] . Cette instrumentalisation de certaines ONG écologistes continue actuellement, ainsi, Greenpeace, Les Amis de la Terre et le WWF, figurent encore sur la liste des associations subventionnées par le Rockefeller Brothers Fund et La Rockefeller Foundation, de même que la Turner Foundation et la Fondation Ford.

Le rapport « halte à la croissance » fut l'instrument d'une lutte des classes. Le lancement, par le Club de Rome en 1972, du mouvement pour la « croissance zéro » relève donc d'abord d'une "guerre" des classes industrielles dominantes, contre les masses et représente en même temps, une lutte interne, au sein des acteurs dominants de l'énergie (pétroliers contre nucléocrates). Cette stratégie visait donc deux objectifs simultanés (lutte interne et lutte contre les masses) et deux moyens d'actions, le lancement de la croissance zéro et l'instrumentalisation de certaines ONG antinucléaires et écologistes, pour servir les intérêts des pétroliers.

Pour des objecteurs de croissance défendant des valeurs sociales (écosocialistes), tout l'enjeu consiste à prendre conscience qu'ils peuvent être soutenus par des acteurs économiques qui travaillent à la fois avec eux et contre eux.

Au départ, leur but est commun, décroître pour protéger la planète et les ressources non renouvelables (pétroles, minerais...). Mais dans un second temps, les classes industrielles et capitalistes dominantes entendent s'approprier les ressources restantes, par l'accroissement du prix des ressources rares et grâce à une décroissance de la consommation des masses les plus pauvres qui en résulte.

Cela ne signifie pas que le but défendu par des associations écologistes décroissantes et antinucléaires soit erroné et illégitime, mais que les associations, les ONG, sont parfois utilisées à leur insu, par les élites économiques et politiques. La solution, pour le mouvement écologiste, consiste donc, à comprendre que chaque action contre un de leurs ennemis peut contribuer à soutenir un autre de leurs ennemis. Pour cette raison, certains industriels ou gouvernements, financent des ONG, lorsqu'ils ciblent des ennemis communs à combattre. Cependant, les ONG luttent généralement pour un idéal civique, altruiste et pour l'intérêt général, tandis que majoritairement les gouvernements et les

industriels agissent pour les intérêts des classes dominantes et contre leurs concurrents commerciaux.

La stratégie du retournement peut transformer une « bonne » mesure en son contraire. A chaque fois qu'un acteur défend donc une proposition, il doit donc avoir, à l'esprit, les conséquences possibles, qui peuvent être positives et négatives par rapport aux objectifs qu'ils se fixent.

Ainsi, une bonne proposition défendue par des partisans de politiques sociales, peut, très facilement, se retourner contre eux. Cela dépend donc du rapport de force du moment. Or, celui-ci peut varier entre le début de l'action, la promesse politique du candidat, le vote de la loi et la mise en oeuvre finale. L'impact d'une mesure est surtout à soupeser en fonction du contexte, de l'orientation politique dominante. Or, au début du XXI^e siècle, c'est le capitalisme libéral qui domine le monde. Par conséquent, la probabilité la plus grande, si ces institutions et ces régulations nouvelles se mettent en oeuvre, est que cette proposition sera détournée, afin d'être mise au service des acteurs dominants du système capitaliste, actuellement hégémonique.

Ainsi, face à la mondialisation capitaliste libérale, on assiste à deux stratégies opposées, l'antimondialisme et l'altermondialiste. Pour les antimondialistes ou les anti-européens, compte tenu du rapport de force existant, tout renforcement des institutions européennes et internationales et des régulations (taxe Tobin, clauses sociales...) n'aboutira qu'à renforcer le contrôle capitaliste adémocratique. Ce faisant, les antimondialistes laissent échapper la possibilité d'un renforcement, à terme, d'une démocratie sociale et écologique, du local au plan continental ou international, telle une fédération internationale autogestionnaire. Mais, c'est la stratégie la plus prudente, selon eux.

Pour les altermondialistes, il s'agit de proposer des réformes visant réguler le capitalisme et à démocratiser les organisations internationales, jusqu'à parvenir progressivement, à un fédéralisme socialiste démocratique international, par exemple. Mais, ces petites réformes comportent le risque d'être récupérées par les acteurs dominants, afin de renforcer de plus en plus le fonctionnement actuel d'un gouvernement mondial dirigé par des experts au service des entreprises capitalistes. Selon, les altermondialistes, cette stratégie, visant à créer une démocratie sociale mondiale, leur paraît la plus prometteuse, même si elle s'avère aussi la plus périlleuse.

Or, les acteurs dominants ont bien compris ce mécanisme de retournement des idées de leurs adversaires, comme le font les meilleurs adeptes des arts martiaux. C'est pourquoi, proposer une mesure à court terme doit toujours être soupesé, en fonction du contexte, du rapport de force et du long terme, pour ne pas aboutir à des effets inverses.

Les écosocialistes doivent dénoncer les écocapitalistes, afin que leurs actions ne soient pas détournées. L'origine des mouvements écologistes et décroissants remonte bien avant l'appel du club de Rome et sa probable tentative d'instrumentalisation. En effet, on peut faire remonter les premiers mouvements d'écologistes et décroissants au sein des courants chrétiens, tels les Franciscains, au XIII^e siècle. Mais, c'est principalement dans la seconde moitié du XIX^e siècle, que les mouvements d'écologie politique se sont développés, avec la croissance du capitalisme industriel, avec les mouvements romantiques, les chrétiens anti-

modernistes, le mouvement anarchiste, avec le retour à la nature, le végétarisme, la non-violence inspirée par Léon Tolstoï, Henry David Thoreau, Élisée Reclus.

Au début des années 1970, les membres du Club de Rome ont pris conscience, à la fois du danger que représentait la montée des mouvements écologistes et la limitation des ressources non renouvelables, pour l'industrie des pays les plus riches et de l'opportunité qui s'offrait à eux. Ils ont donc lancé une stratégie de retournement de l'écologie et de la décroissance contre les plus pauvres.

Le but des écosocialistes vise, à l'inverse des écocapitalistes, à limiter les développements du productivisme industriel, le développement du nucléaire, afin de protéger la nature et la santé des êtres vivants, à limiter la croissance source de pollution et d'accroissement du réchauffement climatique d'une part. Mais d'autre part, il vise à limiter la consommation des ressources non renouvelables (pétrole, métaux...) et des ressources essentielles (l'alimentation), par les plus riches, afin que les plus pauvres puissent vivre décemment.

Par conséquent, s'ils veulent parvenir à leur fin, les écosocialistes, qu'ils soient objecteurs de croissance ou non, ne doivent pas accepter d'être subventionnés par des acteurs dont les intérêts à long terme, sont antagonistes avec les leurs, sinon leurs objectifs seront probablement détournés. Une taxe écologiste peut ainsi avoir un impact écologique réel et des résultats sociaux négatifs, si c'est seulement les plus pauvres qui sont touchés par cette taxe, car leurs ressources sont les plus faibles. Ainsi, les plus riches peuvent préférer payer la taxe, plutôt que de restreindre leurs pratiques non écologistes, tandis que les seuls à respecter la règle écologique seront les plus pauvres, par manque de ressources financières.

Si les militants de l'écologie et de la décroissance ne dénoncent pas le détournement de leur cause, au détriment des plus pauvres, alors ils seront sans doute instrumentalisés à leur tour et leurs actions militantes se retourneront contre eux. Ceci, d'autant plus que les membres des associations sont majoritairement membres de la classe moyenne et que dans un second temps, ils seront eux aussi, sous la pression des classes dominantes.

- *Thierry Brugvin* -

[Retour au sommaire](#)

Les chemins de la résilience

Les conséquences politiques de la décroissance industrielle

La civilisation industrielle que nous connaissons depuis seulement 150 ans est gérée par un système étatique complexe et envahissant. Dans notre pays, malgré ses 11.000 lois et 127.000 décrets réglementant les moindres actes de notre vie sociale, professionnelle et privée, l'Etat-tout-puissant est pourtant en passe d'échouer sur les deux principaux objectifs qu'il s'est lui-même fixé : 1. maintenir la croissance 2. résoudre les problèmes de société.

Au plan économique, la stagnation du PIB est désormais une situation acquise depuis 10 ans et la survenance de la décroissance devient de plus en plus probable dans les prochaines années, d'autant que la raréfaction des ressources fossiles et minérales ne semble pas devoir être compensée par quoi que ce soit d'équivalent en facilité d'obtention et pouvoir énergétique.

Au plan sociétal, la liberté individuelle est malmenée par l'application difficile de 74 codes juridiques régissant notre quotidien. Il suffit de savoir qu'un code peut atteindre 2.500 pages, que le code général des impôts contient à lui seul 4.000 articles, que plus de 10% des articles d'un même code sont modifiés chaque année et que les amendements parlementaires sont passés de 43.437 entre 1993 à 1997, à 50.957 entre 1997 et 2002, pour atteindre 243.259 durant la XIIe législature (2002-2007), témoignant ainsi de la folie actuelle du droit dans notre société étatique et conduisant le citoyen moyen à une situation paradoxale d'insécurité juridique.

Pour compléter le tableau, le système de **création monétaire *ex nihilo*** par les banques est menacé d'implosion à très court terme, puisqu'il ne repose que sur une confiance susceptible de se déliter à tout moment. **Déflation économique, inflation législative et dérive monétaire** constituant incontestablement les trois piliers vermoulus de l'édifice notre société actuelle, le temps semble donc venu d'imaginer un nouveau système d'organisation sociale susceptible de prendre le contre-pied de ces paramètres négatifs et mortifères.

Le système actuel ne permet malheureusement pas à un mouvement porteur d'une telle ambition de s'exprimer et encore moins de prendre le pouvoir. L'organisation politique et les règles législatives en vigueur interdisent la diffusion d'un projet global de transformation de la société et confinent ses contempteurs à des rôles anecdotiques d'activistes, de colporteurs de slogans, d'aimables jouteurs verbaux, finalement, de « nécessaires » poils à gratter d'un système qui peut dormir sur ses deux oreilles, serein. En l'absence de programme complet, cohérent et basé sur des principes affirmés, toute démarche militante ne peut, en effet, que se traduire par une gesticulation souvent improductive et fatalement équivoque. Le changement de paradigme défini plus haut ne pourra se concrétiser qu'au sein d'un projet politique complet destiné à être mis en œuvre par l'intermédiaire d'une Constitution nouvelle. Il est cependant peu probable que la classe politique professionnelle actuelle accepte de se saborder en engageant volontairement une démarche de refondation constitutionnelle. C'est pourquoi, il convient de tourner vers le peuple afin qu'il puisse réapproprier le pouvoir confisqué par

l'oligarchie politique. Sachant que le référendum d'initiative populaire n'existe pas en France, l'action militante inclura accessoirement une alliance purement circonstancielle avec tous ceux qui militent pour l'adoption de cette mesure technique, qui est la seule à ouvrir la possibilité d'une véritable révolution non violente, en permettant l'adhésion populaire à une révision fondamentale de la Constitution.

Un projet de Constitution nouvelle doit donc être mis en chantier dès maintenant, qui ne devra en aucune façon être considéré comme un schéma tout tracé, et encore moins péremptoire. Il convient d'élaborer une ébauche, un canevas, une base de départ destiné à subir une finalisation concertée par tous ceux qui seront intéressés par cette démarche. Cette première mouture « d'amorçage » devra naturellement être discutée, modifiée et amendée par un débat contradictoire qui pourrait s'étendre sur plusieurs années. Par ailleurs, et compte tenu de la faillite annoncée des principales idéologies orchestrant la vie sociale actuelle, il paraît indispensable de rejeter tout ancrage, référence ou appartenance politique à quelque point cardinal habituellement revendiqué. Dès lors, le traditionnel clivage droite /gauche, ainsi que la référence à des valeurs attachées à telle ou telle sensibilité politique deviendront obsolètes et, pour tout dire, hors sujet. Ce projet doit être celui d'une société de liberté, rejetant les dérives tant capitalistes que socialistes, tant individualistes que collectivistes. Et surtout, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, ce projet devra viser à construire une société fondée sur la réalité d'un individu responsable en devenir, plutôt que sur l'illusion d'un état vertueux dont la déconfiture en cours a déjà sonné le glas.

- Saturne -

[Retour au sommaire](#)

Les chimères énergétiques

L'écolo- nucléaire

Avant Fukushima, le nucléaire était en passe de devenir une véritable épine dans le pied des écologistes, les vouant à la contradiction interne et à la ridiculisation externe. Quarante ans après les rassemblements abolitionnistes de Fessenheim, du Bugey et de Golfech, les nouveaux écologues étaient en train de découvrir, avec des yeux ronds, que les risques d'accidents industriels dans les centrales nucléaires n'étaient pas plus élevés que les autres risques de bugs du système industriel global, et que finalement la catastrophe de Tchernobyl n'était pas forcément plus inacceptable que celles de Bhopal, de Seveso, ou d'AZF. Ils étaient dès alors enclins à commencer de calculer que les coups de grisou quotidiens dans les mines de charbon chinoises témoignaient du caractère statistiquement plus meurtrier de l'extraction du charbon par rapport à la fabrication d'électricité dans les centrales atomiques. Et, pour finir, ils venaient tout juste de se rendre compte que l'énergie nucléaire n'étant pas émettrice de gaz à effet de serre, se replaçait du coup en tête des énergies recevables du point de vue de l'épouvantail CO2, lui-même devenu ennemi écologique n°1 depuis quelques années au point d'éclipser toutes les autres menaces environnementales.

Définitivement acquis au dogme envahissant du lobby réchauffiste mondial, les écologistes, tout leaders, militants et sympathisants confondus, étaient en voie d'abandonner totalement leur traditionnelle hystérie anti-nucléaire, à tel enseigne que l'ex-future candidate d'« Europe Ecologie » Eva Joly, ne parlait plus, à cette époque, de « sortir du nucléaire » et avait inscrit à son pré-programme la mesure suivante : *« on conserve les centrales actuelles, et on verra plus tard si on en construit d'autres ou pas »*. C'était à la fois comique et lamentable, mais cela avait au moins le mérite d'être clair et honnête. Candidate gadget fabriquée par Dany le Rouge pour contrer Nicolas Hulot, elle jouait le nucléaire profil bas face au chouchou des foules nucléariste convaincu, mais lui-même instrument médiatique d'activistes plus instruits, dont Jean Marc Jancovici, chantre technocrate de l'écologie atomique.

Mais la partie semblait perdue d'avance pour Bedit, qui se contrefichait et se contrefiche toujours du nucléaire ou pas, mais tenait à préserver son leadership politique d'autant que la niaise Duflot faisait les yeux doux au genre idéal. Heureusement vint Fukushima pour sauver sur le fil un combat mal parti pour l'ex-anarchiste du 22 mars. En effet, Malgré sa conversion au jeu de la girouette, tous les efforts de revirement de Monsieur Hulot furent plombés un à un par l'intransigeance de ses véritables commanditaires neutrodépendants. Le plus éminents d'entre eux, toujours le même polytechnicien JM Jancovici, écrivit froidement dans un article intitulé *« La main invisible de la radioactivité »* publié dans Le Figaro du 3 avril 2011, c'est-à-dire moins d'un mois après la catastrophe japonaise : *« ...les accidents dans les mines de charbon font plus de 5000 morts par an, rendant la production électrique à base de charbon considérablement plus meurtrière que celle issue de l'atome, même en tenant compte des accidents comme Tchernobyl.... Le tabac et les voitures, tous deux en vente libre, tuent chaque année dans le monde l'équivalent d'une grande ville ou d'une région française.... Manger trop gras et trop sucré tue prématurément des centaines de milliers d'américains tous les ans, et même rester chez soi est dangereux : environ 10.000 décès par an sont dus aux accidents domestiques dans notre pays.... Une hôtesse de l'air qui prend 200 vols long courrier par an*

approchera aussi de la dose maximale admise pour les travailleurs du nucléaire, et une personne qui passe un scanner corps entier peut largement la dépasser L'absence d'élément inflammable dans le cœur des réacteurs concernés (contrairement à Tchernobyl), et l'évacuation précoce des populations (contrairement à Tchernobyl), rendent peu probable que Fukushima change significativement le bilan humain - bien assez lourd comme cela - du tsunami, même si la situation empire encore sur le site. En quoi cela serait-il indécent d'en prendre acte ? »..

Aïe ! Avec ça, il était difficile pour Hulot de faire passer la pilule du ralliement de la onzième heure et au hit parade des Grandes Peurs, l'hiver nucléaire battit à plate couture la canicule carbonique. D'un certain point de vue, c'est bien dommage parce que la nouvelle donne ainsi recréée entretient encore plus, depuis l'éviction de Hulot, la confusion au sein de la mouvance verte, alors qu'une ligne jancovicienne victorieuse, via fantoche Hulot, aurait eu le mérite d'abattre clairement les cartes du jeu écolo-nucléaire. Au lieu de cela, nos charlatans continuent d'avancer masqués en mentant outrageusement sur leurs convictions profondes et attendent patiemment que le souvenir de Fukushima soit suffisamment estompé dans l'opinion publique. Sachant que toutes les études de marketing politique s'accordent à dire que le potentiel d'oubli par l'inconscient collectif des masses est inversement proportionnel au taux de relais médiatique de l'évènement considéré, à savoir que dans le cas où un fait marquant cesse d'être diffusé le niveau d'oubli est très élevé, et que le délai peut être estimé à 6 mois à peine pour un évènement majeur qui aurait disparu durablement de la une des principaux médias, il est probable que les écologistes pourront revenir paisiblement à leurs véritables amours d'ici relativement peu de temps.

Les séquelles internes de la claque électorale d'Eva Joly, additionnée à un silence nippon rassurant aménage déjà les conditions d'un retour en force du tandem Hulot/Jancovici, la seule difficulté résidant dans le fait de d'occulter les positions anti-nucléaires prises in-extremis par le premier. La tâche, toutefois, ne devrait pas être trop ardue, car le second a pris la peine de conserver - en coulisse - une ligne ferme tandis que le premier fautait légèrement - sur le devant de la scène - par excès de pragmatisme politique. Le spectacle collait trop à la peau du saltimbanque pour qu'il fût judicieusement guidé vers le politiquement raisonnable, mais le phénomène d'oubli précité le rétablira sans doute sans trop de peine dans ses fonctions médiatiques, ce qui semble d'ailleurs déjà fait puisqu'il est désormais redevenu l'interlocuteur privilégié des grands organes de diffusion de l'information et que ses commentaires sur la récente conférence environnementale, par exemple, font la une des principaux quotidiens. Encore un petit peu de patience, et ce sera le retour en force de la politique écolo-nucléaire provisoirement mise sous le boisseau....

- Paul Duvernay -

[Retour au sommaire](#)

Débat des lecteurs

Pour écrire au journal : cliquer [ici](#)

[Nicolas Cassagnau](#) (dit Nico de Nantes) : je suis sûr qu'on est tous d'accord à 99% sur le fond (la décroissance); par contre, sur la récupération des arguments par le capitalisme, et notamment celui du « danger du réchauffement climatique » en particulier, je trouve très pertinente la remarque de Thierry Brugvin) : tout peut être récupéré (Michel Dogna cite l'exemple du CO2 par les nucléocrates) ; j'en déduis que justement, si tout argument peut être récupéré, il ne faut pas l'écartier pour ça ! sinon, on n'aura bientôt plus d'arguments... Et ça, c'est du pain bénit pour la croissance. Au contraire il faut décortiquer les (possibilités de) récupérations de NOS arguments, dénoncer les récup', et les réfuter. Si on reste rigoureux, on ne se fera pas récupérer car on fera le tri entre les bons arguments contre le capitalisme (ou un de ses féaux) et les mauvais arguments utilisés-récupérés par lui. Sur la forme, on divergera tous nécessairement plus ou moins, n'ayant pas tous les mêmes vécus. Le contraire serait étonnant voire suspect : on serait au KGB. Ce débat n'est donc pas polémique (mot péjoratif) mais animé et vivant, parfois houleux : chacun tient à ses arguments et n'aime pas trop les nuances ou critiques apportées par les autres*. Ce qui n'empêche pas de s'entendre (s'écouter, comprendre, relativiser, respecter). Notre débat dépasse la seule écologie, bien sûr ; l'enjeu est bien une vision globale de la société. (*)« tenter de dégager ce que pourrait être notre positionnement collectif (...) des pistes, des projets de société, des alternatives concrètes»..... « La question écologique et celle de la justice sociale sont étroitement liées » - Cynthia Degrowth PPLD - « l'écologie est politique et pas uniquement environnementale » - Stéphane Madelaine PPLD

DLD : le fait qu'un argument peut être récupéré n'est, bien évidemment pas une raison pour ne pas l'employer. Dans le cas du « réchauffement climatique », nous disons qu'il ne faut pas utiliser cet argument car il est mauvais (pour toutes les raisons indiquées dans l'édito). Le fait qu'il soit récupéré par les nouveaux capitalistes verts et les nucléaristes, en rajoute encore à la stratégie de non utilisation. En fait, ce qu'il ne faut pas faire c'est justifier la décroissance volontaire par la nécessité impérieuse de diminuer les émissions de CO2. L'équation : « nous devons décroître parce que la croissance dégage du CO2, qui va lui même créer une catastrophe climatique » n'est pas démontrée précisément parce que nombre de croissants vont se faire un plaisir de prouver que l'on peut croître sans faire augmenter le CO2 ! Voilà le piège dans lequel il ne faut pas tomber, quelque soit par ailleurs la réalité scientifique du réchauffement.....

Pour écrire au journal : cliquer [ici](#)

[Retour au sommaire](#)

<http://www.demainladecroissance.com>